

Chambre des Représentants et Sénat de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

26 MARS 1997

L'Union européenne et
les pays méditerranéens :
vers un partenariat équilibré ?

RAPPORT COMPLEMENTAIRE
FAIT AU NOM DU COMITE D'AVIS CHARGE
DE QUESTIONS EUROPEENNES
DE LA CHAMBRE ET DU SENAT (1)

PAR M. J.-M. DELIZEE (Ch)

(¹) Composition du Comité d'Avis :

Président : M. Langendries.

A. — Chambre des Représentants :	B. — Sénat :
C.V.P. M. Eyskens et Mme Hermans.	Mme de Bethune et M. Staes.
P.S. MM. Moriau, Delizée.	Mme Lizin et M. Urbain.
V.L.D. MM. Desimpel et Versnick.	Mme Nelis-Van Liedekerke et M. Vautmans.
S.P. M. Van der Maelen.	M. Hostekint.
P.R.L.- M. Clerfayt.	M. Hatry.
F.D.F.	
P.S.C. M. Langendries.	M. Nothomb.
VL.	
Blok. M. Lowie.	M. Ceder.

C. — Parlement européen :

C.V.P. M. Chanterie, Mme Thyssen.
P.S. Mme Dury, M. Desama.
V.L.D. Mme Neyts-Uyttebroeck.
S.P. M. Willockx.
P.R.L.- M. Monfils.
F.D.F.
P.S.C. M. Herman.
Agalev/Mme Aelvoet.
Ecolo
VL.
Blok M. Vanhecke.

Voir :

Chambre :

- 942 - 96 / 97 :

Sénat :

1 - 549 - 1996 / 1997 :

— N° 1 : Rapport.

— N° 2 : Projet de résolution.

— N° 3 : Amendements.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers en Senaat

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

26 MAART 1997

De Europese Unie en de landen
uit het Middellandse-Zeegebied :
naar een evenwichtig partnerschap ?

AANVULLEND VERSLAG
NAMENS HET ADVIESCOMITE VOOR
EUROPESE AANGELEGENHEDEN
VAN KAMER EN SENAAT (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER J.-M. DELIZEE (K)

(¹) Samenstelling van het Adviescomité :

Voorzitter : de heer Langendries.

A. — Kamer van Volksvertegenwoordigers :	B. — Senaat :
C.V.P. H. Eyskens en Mevr. Hermans.	Mevr. de Bethune en H. Staes.
P.S. HH. Moriau, Delizée.	Mevr. Lizin en H. Urbain.
V.L.D. HH. Desimpel en Versnick.	Mevr. Nelis-Van Liedekerke en H. Vautmans.
S.P. H. Van der Maelen.	H. Hostekint.
P.R.L.- H. Clerfayt.	H. Hatry.
F.D.F.	
P.S.C. H. Langendries.	H. Nothomb.
VL.	
Blok. H. Lowie.	H. Ceder.

C. — Europees Parlement :

C.V.P. H. Chanterie, Mevr. Thyssen.
P.S. Mevr. Dury, H. Desama.
V.L.D. Mevr. Neyts-Uyttebroeck.
S.P. H. Willockx.
P.R.L.- H. Monfils.
F.D.F.
P.S.C. Herman.
Agalev/Mevr. Aelvoet.
Ecolo
VL.
Blok H. Vanhecke.

Zie :

Kamer :

- 942 - 96 / 97 :

Senaat :

1 - 549 - 1996 / 1997 :

— N° 1 : Verslag.

— N° 2 : Ontwerp-resolutie.

— N° 3 : Amendementen.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — AVANT-PROPOS

Le Comité d'avis chargé de questions européennes a examiné le mardi 24 février, le mercredi 19 mars ainsi que le mardi 25 mars 1997 le projet de résolution sur : « L'Union européenne et les pays méditerranéens : vers un partenariat équilibré ? » (Doc. Chambre n° 942/2-96/97, Sénat n° 1-549/2-1996/1997).

Ce projet de résolution met en lumière l'importance d'un dialogue permanent entre l'Union européenne et les pays tiers méditerranéens. La région méditerranéenne est, en effet, un enjeu d'avenir majeur pour l'Union européenne, qu'il s'agisse de sécurité, de développement social et économique, de coopération, de lutte contre la drogue, l'immigration clandestine ou encore la criminalité organisée. Il est donc important que la Belgique et le Parlement se saisissent d'un tel débat et tentent d'informer mais aussi d'être partie prenante dans le partenariat avec les pays méditerranéens.

II. — INTRODUCTION DE L'AUTEUR DU PROJET DE RESOLUTION

M. Delizée (Ch) rappelle en introduction les propos de l'ancien président de la Commission européenne, M. J. Delors : « Il est important que nos préoccupations à l'est ne nous fassent pas oublier le sud. » Les enjeux politiques sont très importants notamment si l'on veut encourager la paix et la stabilité dans cette région. On constate, en effet, l'existence de conflits entre états ou à l'intérieur de certains états, le non respect des droits de l'homme, la montée de l'intégrisme musulman, les actions terroristes, l'immigration clandestine, le développement du trafic de drogue etc.

M. Delizée, fait ensuite observer que la Conférence de Barcelone des 27 et 28 novembre 1995, qui a réuni les 15 Etats membres de l'Union européenne, onze pays tiers méditerranéens et l'autorité palestinienne, a donné le véritable coup d'envoi de l'établissement d'un partenariat euro-méditerranéen. Cette Conférence, souligne-t-il, avait pour objectif d'instaurer un dialogue multilatéral avec les PTM qui couvre trois volets :

- le partenariat politique et de sécurité;
- le partenariat économique et financier;
- le partenariat social, culturel et humain.

Les participants à la Conférence se sont engagés à faire du bassin méditerranéen une zone de dialogue,

DAMES EN HEREN,

I. — WOORD VOORAF

Het Adviescomité voor Europese aangelegenheden heeft de ontwerp-resolutie over « De Europese Unie en de landen uit het Middellandse-Zeegebied : naar een evenwichtig partnerschap ? » (Stuk Kamer n° 942/2-96/97, Stuk Senaat n° 1-549/2-1996/1997) besproken tijdens zijn vergaderingen van dinsdag 24 februari, woensdag 19 maart en dinsdag 25 maart 1997.

De ontwerp-resolutie brengt het belang van een permanente dialoog tussen de Europese Unie en de mediterrane derde landen onder de aandacht. Het Middellandse-Zeegebied is voor de Europese Unie immers een van de grote uitdagingen voor de toekomst, of het nu om veiligheid, sociale en economische ontwikkeling, samenwerking, de strijd tegen drugs, clandestiene immigratie of de georganiseerde misdaad gaat. Het is dus belangrijk dat België en het parlement een dergelijk debat aangaan en trachten te informeren, maar ook deel te nemen aan het partnerschap met de landen uit het Middellandse-Zeegebied.

II. — INLEIDING VAN DE INDIENER VAN DE ONTWERP-RESOLUTIE

De heer Delizée (K) herhaalt bij wijze van inleiding de woorden van de gewezen voorzitter van de Europese Commissie, de heer J. Delors. « Wij mogen door onze aandacht voor het Oosten, het Zuiden niet uit het oog verliezen ! » De politieke belangen zijn immers zeer aanzienlijk, met name indien men de vrede en stabiliteit in het betrokken gebied wil bevorderen. We stellen namelijk het bestaan vast van conflicten tussen Staten onderling of binnen bepaalde Staten zelf, alsook schendingen van de mensenrechten, een toenemend moslimfundamentalisme, terroristische acties, clandestiene immigratie, een uitbreiding van de drugshandel, enz.

De heer Delizée merkt vervolgens op dat de Conferentie van Barcelona van 27 en 28 november 1995, waaraan de vijftien Lid-Staten van de Europese Unie, elf Middellandse-Zeelanden en de Palestijnse autoriteit deelnamen, de echte start betekende van het Euro-mediterraan partnerschap. Hij onderstreept dat die conferentie tot doel had met de mediterrane derde landen (MDL) een multilaterale dialoog op gang te brengen die drie aspecten omvat :

- partnerschap op het gebied van politiek en veiligheid;
- economisch en financieel partnerschap;
- sociaal, cultureel en menselijk partnerschap.

De deelnemers aan de conferentie hebben er zich toe verbonden van het Middellandse-Zeebekken een

d'échanges et de coopération qui garantisse la paix, la stabilité et la prospérité.

Ceci exige le renforcement de la démocratie et le respect des droits de l'homme, un développement économique et social durable et équilibré, la lutte contre la pauvreté et la promotion d'une meilleure compréhension entre les cultures.

Sur le plan financier, quelques remarques sont utiles à préciser. Jusqu'il y a peu, malgré la place de troisième partenaire commercial de l'UE, le montant des ressources budgétaires allouées aux PTM est resté très limité.

Il convient dès lors de souligner que l'objectif à atteindre (la création d'une zone de libre échange à l'horizon 2010) repose désormais, grâce aux crédits prévus par le Conseil européen de Cannes en juin 1995, sur un socle financier plus solide.

Il s'agira aussi de diriger les moyens débloqués vers des politiques sociales pour pallier les conséquences de la libéralisation de l'économie des PTM.

Comme l'avait noté en son temps le Ministre des Affaires étrangères E. Derycke, la prospérité de cette région doit passer par une coopération régionale. L'Union européenne est là pour soutenir et accompagner l'effort national. Il ne s'agit nullement de se substituer à ces pays mais bien de leur assurer un niveau de développement élevé.

Aujourd'hui, nous pouvons nous réjouir que le programme Meda (ligne budgétaire qui finance la coopération avec les PTM) ait enfin été approuvé après que la Grèce ait débloqué cette situation malheureuse suite à son conflit avec la Turquie.

A ce sujet, il est regrettable que l'UE n'ait pas encore trouvé une solution permettant d'éviter les blocages par un seul Etat membre.

En guise de conclusion, M. Delizée met l'accent sur les points suivants :

1) *En matière de stabilité de la région* : une politique efficace de lutte contre les grands trafiquants de drogue est primordiale. Il sera donc nécessaire que l'UE et les PTM réfléchissent ensemble à une gestion globale de la lutte contre la drogue basée sur une répression plus forte des fournisseurs que des consommateurs.

2) *En matière de démocratie et des droits de l'homme* : l'UE doit rester vigilante et sévère vis-à-vis des Etats qui bafouent les principes des droits de l'homme mais aussi les principes d'égalité envers les femmes, les enfants et toute autre forme de discrimination.

3) *En matière de sécurité* : l'UE doit tenter de s'imposer comme le partenaire privilégié dans la médiation des conflits dans la région méditerranéenne (problème de Chypre, tensions entre la Grèce et la

zone van dialoog, uitwisseling en samenwerking te maken die garant staat voor vrede, stabiliteit en welvaart.

Daarvoor is een versterking van de democratie en respect voor de mensenrechten vereist, alsmede een duurzame en evenwichtige economische en sociale ontwikkeling, armoedebestrijding en de bevordering van een beter onderling begrip tussen de culturen.

Op financieel vlak is het nuttig enkele opmerkingen te maken. Ondanks het feit dat de MDL de derde handelspartner van de EU zijn, waren de aan die landen verstrekte financiële middelen tot voor kort eerder beperkt gebleven.

Bijgevolg moet worden onderstreept dat de doelstelling (de oprichting van een vrijhandelszone tegen het jaar 2010), dankzij de kredieten waarin door de Europese Raad van Cannes in juni 1995 werd voorzien, voortaan op een steviger financiële fundering rust.

Zaak is ook de vrijgemaakte middelen aan te wenden voor sociale maatregelen om de gevolgen van de economische liberalisering in de MDL te ondervangen.

Zoals minister van Buitenlandse Zaken E. Derycke indertijd heeft aangegeven, moet in dat gebied welvaart worden gecreëerd via regionale samenwerking. De Europese Unie ondersteunt en begeleidt de inspanningen van de betrokken landen. Het is geenszins de bedoeling van de Unie zich in de plaats van die landen te stellen, wel ze een hoog ontwikkelingspeil te garanderen.

We mogen er ons vandaag over verheugen dat het Meda-programma (een begrotingslijn voor de financiering van de samenwerking met de MDL) eindelijk is goedgekeurd nadat Griekenland zijn verzet, ten gevolge van het Grieks-Turkse geschil, heeft opgegeven.

Het is ter zake jammer dat de EU nog geen oplossing heeft gevonden om te voorkomen dat één Lid-Staat alles blokkeert.

Bij wijze van conclusie legt de heer Delizée de nadruk op de volgende punten :

1) *Wat de stabiliteit in de regio betreft*, is een doeltreffend beleid in de strijd tegen de grote drugs-handelaars van wezenlijk belang. De EU en de MDL zullen dus samen moeten nadenken over een algemeen drugsbeleid waarin de dealers strenger worden bestraft dan de drugsgebruikers.

2) *Wat de democratie en de mensenrechten betreft*, moet de EU waakzaam blijven en streng blijven optreden tegen de landen die de mensenrechten alsook het beginsel van de gelijke behandeling van vrouwen en kinderen met voeten treden of zich schuldig maken aan enige andere vorm van discriminatie.

3) *Wat de veiligheid betreft*, moet de EU zich proberen op te werpen als de bevoorrechte partner in de bemiddeling bij conflicten in het Middellandse-Zeegebied (het knelpunt Cyprus, de spanningen tus-

Turquie, guerre civile en Algérie) et notamment dans le processus de paix au Moyen-Orient. M. Delizée se réjouit à cet égard de la signature le 23 février 1997 de l'accord d'association intérimaire avec l'autorité palestinienne.

*
* *

III. — DISCUSSION DU PROJET DE RESOLUTION

M. Urbain (S) souligne que le partenariat instauré à Barcelone n'a pas pour objectif de mener à un élargissement de l'Union vers le Sud, même si certains pays, membres du partenariat, sont susceptibles d'adhérer à l'Union. Il précise également que tant que l'on ne résoudra pas le conflit territorial qui oppose la Grèce à la Turquie, l'adhésion de la Turquie ne sera qu'une question théorique. Il est un fait évident que la situation de la Turquie pose problème. En effet, ce pays pourrait bloquer toute extension de l'OTAN à l'est, si sa demande d'adhésion à l'Union européenne n'est pas acceptée.

M. Lowie (Ch) exprime également des réserves quant à voir la Turquie figurer sur un même pied que Chypre dans la liste des pays tiers méditerranéens susceptibles d'adhérer à l'Union européenne.

M. Hatry (S) fait observer que le programme Meda est très ambitieux mais qu'il ne doit pas nous faire oublier que six mois après la conclusion de la Conférence Intergouvernementale, les négociations d'adhésion débiteront avec certains pays tiers méditerranéens. Il convient dès lors de souligner aussi dans le projet de résolution que nous soutenons l'expansion de l'Union européenne vers le sud de la Méditerranée.

L'intervenant précise aussi qu'il conviendrait de mentionner dans le projet de résolution le rôle joué par « les conférences économiques pour le développement du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord » qui constituent un important point de rencontre entre l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Ces conférences doivent être poursuivies car elles contribuent au processus de stabilisation régionale. Enfin, il serait judicieux de distinguer plus clairement, dans le projet de résolution, la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée des problèmes liés aux grands flux migratoires dans la zone euro-méditerranéenne, en en faisant un point à part entière du projet de résolution.

sen Griekenland en Turkije, de burgeroorlog in Algerije) en met name bij het vredesproces in het Midden-Oosten. De heer Delizée verheugt zich terzake over de ondertekening op 23 februari 1997 van de tussentijdse associatie-overeenkomst met de Palestijnse autoriteit.

*
* *

III. — BESPREKING VAN DE ONTWERP-RESOLUTIE

De heer Urbain (S) stipt aan dat het partnerschap dat in Barcelona werd ingesteld, er niet toe strekt de Unie naar het Zuiden uit te breiden, ook al komen bepaalde landen van het partnerschap in aanmerking voor toetreding tot de EU. Hij verduidelijkt voorts dat zolang het territoriaal conflict tussen Griekenland en Turkije aansleept, de toetreding van Turkije een louter theoretische aangelegenheid zal blijven. Het ligt met name voor de hand dat de toestand waarin Turkije zich bevindt, een probleem vormt. Dat land zou elke uitbreiding van de NAVO naar het Oosten namelijk kunnen blokkeren indien het niet tot de EU wordt toegelaten.

De heer Lowie (K) maakt eveneens voorbehoud bij het feit dat Turkije in de lijst met mediterrane derde landen die voor toetreding tot de Europese Unie in aanmerking komen, op dezelfde voet staat als Cyprus.

De heer Hatry (S) merkt op dat het Meda-programma zeer ambitieus is, maar dat we toch niet uit het oog mogen verliezen dat de toetredingsonderhandelingen met bepaalde mediterrane derde landen een aanvang zullen nemen zes maand na de afsluiting van de Intergouvernementele Conferentie. Bijgevolg moet in de ontwerp-resolutie ook worden aangestipt dat wij voorstander zijn van een uitbreiding van de Europese Unie naar het zuiden van de Middellandse Zee.

Hij verduidelijkt eveneens dat in de ontwerp-resolutie bovendien moet worden vermeld wat de rol is geweest van de « Economische conferenties voor de ontwikkeling van het Midden-Oosten en Noord-Afrika », die een belangrijk ontmoetingsforum vormen tussen Noord-Afrika en het Midden-Oosten. Die conferenties moeten worden voortgezet, aangezien ze bijdragen tot het proces van regionale stabilisatie. Voorts is het aangewezen in de ontwerp-resolutie een duidelijker onderscheid te maken tussen de bestrijding van drugshandel en georganiseerde misdaad enerzijds en de problemen die verband houden met de grote migratiestromen in het Euro-mediterrane gebied anderzijds, door daar in de ontwerp-resolutie een apart punt aan te wijden.

IV. — DISCUSSION DES ARTICLES

Dispositif du projet de résolution

Point B 1 :

L'amendement n° 5 de M. Hatry (S) (Doc. Ch. n° 942/3-96/97, Sénat 1-549/3-1996/1997), qui vise à rendre le texte plus cohérent, est adopté à l'unanimité moins une abstention.

Point B 2 :

L'amendement n° 4 de M. Hatry a pour objectif de tenir compte de la signature, intervenue le 23 février 1997 à Bruxelles, de l'accord intérimaire euro-méditerranéen avec l'OLP pour le compte de l'autorité palestinienne. Cet amendement est adopté à l'unanimité.

Point B 3 :

L'amendement n° 3 de M. Hatry qui vise à remplacer au point B3 le mot « Conseils » par le mot « Parlements » est adopté à l'unanimité (sauf le représentant du Vlaams Blok).

Même si les textes légaux font encore mention du terme « Conseil », les faits ont, pour ainsi dire, dépassé le droit. En effet, les Conseils eux-mêmes, utilisent depuis quelque temps déjà le terme de « Parlement ».

Point B 5 :

L'amendement n° 2 de Mme Verhoeven (Ch) vise à supprimer la dernière phrase du point B5 qui a trait à la question du respect des droits de l'homme.

Mme Verhoeven fait observer que dans la formulation actuelle, cette disposition du projet permet de s'écarter des principes démocratiques et des droits fondamentaux de l'homme pour n'importe quelle raison.

Il convient donc, à tout le moins, de préciser quelles sont ces (« certaines ») situations particulières qui justifieraient un peu de compréhension dans l'application de la disposition en question.

— *Les droits de l'homme* sont d'ailleurs universels et indivisibles et ils doivent être appliqués sans restriction. Si on déroge à ce principe, on ouvre la porte à toutes sortes de violations des droits de l'homme, au détriment, notamment, des minorités culturelles et religieuses, ce qui pourrait mettre le feu aux poudres dans le bassin méditerranéen.

IV. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Beschikkend gedeelte van de ontwerp-resolutie

Punt B 1 :

Amendement n° 5 van de heer Hatry (S) (Stuk n° 942/3-96/97, Senaat 1-549/3-1996/1997), dat ertoe strekt de tekst coherenter te maken, wordt eenparig aangenomen uitgezonderd een onthouding.

Punt B 2 :

Amendement n° 4 van de heer Hatry strekt ertoe rekening te houden met de ondertekening op 23 februari 1997 van een tussentijdse Euro-mediterrane associatie-overeenkomst met de PLO voor rekening van de Palestijnse autoriteit. Dit amendement wordt eenparig aangenomen.

Punt B 3 :

Amendement n° 3 van de heer Hatry dat ertoe strekt in punt B3 het woord « Raden » te vervangen door het woord « Parlementen », wordt eenparig aangenomen (uitgezonderd de vertegenwoordiger van het Vlaams Blok).

Ook al komt de term « Raden » nog voor in de wetteksten, toch werd het recht door de feiten achterhaald. De Raden gebruiken zelf sinds enige tijd de term « Parlement ».

Punt B 5 :

Amendement n° 2 van mevrouw Verhoeven (K) strekt ertoe de laatste zin van punt B 5, die verband houdt met de eerbiediging van de mensenrechten, weg te laten.

Mevrouw Verhoeven merkt op dat de huidige formulering namelijk gelijk welke argumentatie toelaat om af te wijken van de democratische beginselen en de fundamentele mensenrechten.

Men moet dus minstens bepalen welke de « bepaalde » bijzondere situaties zijn die een soepele toepassing zouden verklaren.

— *Mensenrechten* zijn trouwens universeel en ondeelbaar en moeten onverkort worden toegepast; wanneer men van dit principe afwijkt, zet men de poorten open voor allerlei mensenrechtenschendingen onder andere ten aanzien van culturele of religieuze minderheden, de lont in het mediterrane kruitvat.

— Il en va différemment de l'application des *principes démocratiques*, qui peut évidemment varier d'un pays à l'autre. Le développement constant de la démocratie devrait toutefois être la règle partout. Il doit donc bien s'agir en l'occurrence d'une exigence « échelonnée », l'accent étant mis sur le fait que le développement économique constitue le meilleur antidote contre la montée du fondamentalisme.

Mme Verhoeven fait ensuite remarquer que la formulation du texte du projet de résolution ne correspond pas aux termes de la Déclaration finale de Barcelone, ni aux articles spécifiques des accords d'association déjà conclus :

Déclaration finale de Barcelone (27-28 novembre 1995)

Les participants à la conférence soulignent dans le préambule de la déclaration finale que l'objectif général du partenariat euro-méditerranéen consiste à faire du bassin méditerranéen une zone de dialogue, d'échanges et de coopération qui garantisse la paix, la stabilité et la prospérité, ce qui exige le renforcement de la démocratie et le respect des droits de l'homme.

L'incorporation de ces principes dans la déclaration finale n'a pas été sans mal. Les pays islamiques ont en effet dû renoncer à leur exigence de lier le respect des droits de l'homme à la spécificité des cultures. A titre de compromis, il a été mentionné dans le texte que l'exercice des droits de l'homme doit être « légitime », cette formulation ouvre évidemment la porte à des interprétations diverses. Cependant, la référence explicite au respect des droits de l'homme en tant qu'objectif à part entière du partenariat reste une donnée importante.

Les nouveaux accords d'association avec l'UE

Dans les accords déjà conclus avec le Maroc, la Tunisie et Israël, l'article 2 fait référence de manière très explicite aux droits de l'homme et à la démocratie :

« Les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme qui inspirent leurs politiques internes et internationales et qui constituent un « élément essentiel » de l'accord. »

Le problème est qu'une *clause de sécurité* est également reprise dans les différents accords.

On est en droit de se demander quel est le rapport entre l'article 2 et la clause de sécurité, fait observer Mme Verhoeven.

Selon une première interprétation, la clause de sécurité pourrait être invoquée pour exclure la clause relative au respect des droits de l'homme et justifier dès lors des actions sans porter atteinte au traité.

— Anders is het gesteld met de toepassing van *democratische beginselen* die uiteraard van land tot land kan verschillen. Een constante evolutie naar méér democratie zou wel overal de regel moeten zijn. Het moet hier dus wel gaan over een « gefaseerde » eis, waarbij er de nadruk op moet worden gelegd dat economische ontwikkeling het beste tegengif vormt tegen het opkomend fundamentalisme.

Mevrouw Verhoeven merkt daarna op dat de formulering van de ontwerp-resolutie trouwens niet aansluit bij de bewoordingen van de Slotverklaring van Barcelona, noch bij de specifieke artikels van de reeds gesloten associatie-overeenkomsten :

Slotverklaring van Barcelona (27 en 28 november 1995)

In de inleiding van de Slotverklaring onderstrepen de deelnemers aan de conferentie dat de algemene doelstelling van het Euro-mediterraan partnerschap erin bestaat van het Middellandse-Zeegebied een zone van dialoog, uitwisseling en samenwerking te maken die garant staat voor vrede, stabiliteit en welvaart. Daarvoor is onder andere een versterking van de democratie en respect voor de mensenrechten vereist.

De opname van deze principes in de Slotverklaring gebeurde niet zonder slag of stoot. De moslimlanden hebben immers moeten afzien van hun eis om de naleving van de mensenrechten te koppelen aan het beginsel van de eigenheid van de culturen. Bij wijze van compromis werd dan in de tekst vermeld dat de uitoefening van de mensenrechten « *legitiem* » moet zijn, wat weliswaar openstaat voor verschillende interpretaties. Toch blijft de uitdrukkelijke verwijzing naar de eerbiediging van de mensenrechten als volwaardige doelstelling van het partnerschap een belangrijk gegeven.

De nieuwe associatie-overeenkomsten met de EU

In de reeds ondertekende overeenkomsten met Marokko, Tunesië en Israël verwijst artikel 2 zeer uitdrukkelijk naar mensenrechten en democratie :

« De betrekkingen tussen de partijen en alle bepalingen van deze overeenkomst zijn gebaseerd op de eerbiediging van de democratische beginselen en de mensenrechten die de grondslag van hun binnen- en buitenlands beleid vormen en een « *wezenlijk onderdeel* » van de overeenkomst zijn. »

Probleem is wel dat verderop in de verschillende overeenkomsten ook een zogenaamde *veiligheidsclausule* is opgenomen.

Men kan zich de vraag stellen hoe artikel 2 en de veiligheidsclausule zich tot elkaar verhouden, merkt Mevrouw Verhoeven op.

Een eerste interpretatie is dat de veiligheidsclausule kan worden ingeroepen om de mensenrechten-clausule uit te schakelen en aldus acties te rechtvaardigen zonder het verdrag te schenden.

Selon une seconde interprétation, en prévoyant que les droits de l'homme constituent un élément essentiel de l'accord, l'article 2 restreint l'application de la clause de sécurité. L'universalité des droits de l'homme notamment plaide en faveur de cet argument.

Des précisions complémentaires s'imposent, mais (supposons) que les parlementaires belges optent pour la deuxième interprétation, cela constitue un argument de plus contre la dernière phrase du point 5 du projet de résolution. L'amendement de Mme Verhoeven est adopté à l'unanimité.

Point B 6 :

L'amendement n° 7 de M. Hatry est adopté à l'unanimité moins une abstention. M. Hatry précise que trois conférences ont déjà eu lieu jusqu'à présent : Casablanca, Amman et le Caire. Ces « Conférences économiques pour le développement du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord » qui regroupent des dirigeants des milieux politiques et économiques ont contribué à réconcilier les Palestiniens et les Israéliens.

M. Delizée propose toutefois d'insérer ce nouveau point après le point 9 et d'en faire un point 9bis (*nouveau*) afin de renforcer la cohérence du texte. Ce point 9 du projet de résolution, a, en effet, traite à la stabilité et à la sécurité dans le bassin méditerranéen. Or, comme l'a souligné M. Hatry, les conférences susmentionnées jouent un rôle non négligeable dans les processus de stabilisation de la région.

Point B 7 :

M. Hatry propose de modifier ce point de la manière suivante : « 7. insiste pour que des solutions soient apportées aux problèmes posés par les grands flux migratoires ». Les termes utilisés, à savoir « solution globale », sont plutôt malheureux dans le contexte de l'immigration. Cette modification de texte est approuvée par l'ensemble des membres.

— L'amendement n° 1 de M. Lowie (Ch) vise à compléter le point B 7 en proposant la mise en œuvre d'une politique de retour humaine des immigrés dans leur pays d'origine. Cet amendement est rejeté à l'unanimité à l'exception de M. Lowie.

— L'amendement n° 6 de M. Hatry a pour objectif de préciser dans le projet de résolution que des négociations d'adhésion à l'Union commenceront avec certains pays tiers méditerranéens 6 mois après la conclusion de la CIG. M. Hatry fait observer qu'il ne prend pas position sur l'attitude de la Turquie, ni sur l'aptitude de Chypre à être admis au sein de l'Union ou encore la récente prise de position du gouvernement maltais quant à sa demande d'adhésion.

Een tweede interpretatie is echter dat artikel 2, waarin de mensenrechten dus als essentieel onderdeel van het verdrag worden opgenomen, een beperking vormt voor de toepassing van de veiligheidsclausule. Onder andere de universaliteit van de mensenrechten pleit voor dit argument.

Dit behoeft verdere opheldering, maar (laten we aannemen) dat de Belgische parlementsleden de tweede interpretatie verkiezen, wat eens te meer een argument is tegen de laatste zin van paragraaf 5 van de ontwerp-resolutie. Het amendement van Mevrouw Verhoeven wordt eenparig aangenomen.

Punt B 6 :

Amendement n° 7 van de heer Hatry wordt eenparig aangenomen uitgezonderd een onthouding. De heer Hatry verduidelijkt dat tot nu toe reeds drie conferenties hebben plaatsgevonden : in Casablanca, in Amman en in Caïro. Die Economische conferenties voor de ontwikkeling van het Midden-Oosten en Noord-Afrika, die de politieke en economische leiders bijeen brengen, hebben bijgedragen tot de verzoening van Palestijnen en Israëli's.

De heer Delizée stelt evenwel voor dat nieuwe punt in te voegen na punt 9 en er punt 9bis (*nieuw*) van te maken teneinde een grotere samenhang in de tekst te brengen. Dat punt 9 van de ontwerp-resolutie handelt immers over de stabiliteit en de veiligheid in het Middellandse-Zeebekken. Zoals de heer Hatry reeds onderstreepte, spelen de voornoemde conferenties een niet te verwaarlozen rol in het stabiliseringsproces in de regio.

Punt B 7 :

De heer Hatry stelt evenwel voor dat punt als volgt te wijzigen : « 7. Legt de nadruk op het vinden van oplossingen voor de problemen ten gevolge van de grote migratiestromen; ». De gebruikte termen, dit wil zeggen « een algemene oplossing » zijn in deze context eerder ongelukkig gekozen. De wijziging wordt door alle leden aangenomen.

— Amendement n° 1 van de heer Lowie (K) strekt ertoe punt B 7 aan te vullen met een voorstel tot een humaan terugkeerbeleid van migranten naar hun land van herkomst. Dat amendement wordt eenparig verworpen, uitgezonderd de heer Lowie.

— Amendement n° 6 van de heer Hatry heeft tot doel in de ontwerp-resolutie te preciseren dat de onderhandelingen met bepaalde mediterrane derde landen voor de toetreding tot de Unie niet onmiddellijk na afloop van de IGC zouden aanvangen, maar wel 6 maanden later. De heer Hatry merkt op dat hij geen standpunt inneemt over de houding van Turkije, noch over de geschiktheid van Cyprus om in de Unie te worden opgenomen en evenmin over de jongste stellingname van de Maltese regering betreffende haar toetredingsaanvraag.

Il s'agit simplement de ne pas multiplier les relations bilatérales qui donnent chaque fois lieu à un traité *sui generis*.

M. Delizée considère néanmoins qu'il est prématuré, voire peu judicieux, d'évoquer ces futures négociations d'adhésion avant même de connaître les résultats de la Conférence intergouvernementale. L'on anticipe aussi sur une décision que la Chambre et le Sénat devront prendre quant aux résultats des travaux de la CIG, à savoir l'adoption du projet de loi portant approbation du Traité issu des travaux de la CIG. M. Urbain juge également préférable d'acter que des négociations d'adhésion seront entamées avec certains pays méditerranéens. M. Lowie tient à préciser qu'il n'est absolument pas partisan d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie.

M. Hatry propose, afin de tenir compte des remarques formulées par certains membres de modifier son amendement n°6 de la façon suivante : « 7bis. — Prend acte que des négociations seront entamées 6 mois après la conclusion de la Conférence intergouvernementale avec les pays méditerranéens susceptibles d'adhérer à l'Union européenne. ».

L'amendement de M. Hatry, tel que modifié, est adopté à l'unanimité moins une abstention.

*
* *

Le projet de résolution — tel qu'amendé — est adopté à l'unanimité moins une abstention.

*
* *

Le rapporteur,

J.-M. DELIZÉE

Le président,

R. LANGENDRIES

Het gaat er gewoon om de bilaterale betrekkingen die telkens tot een verdrag *sui generis* leiden, niet te vermenigvuldigen.

De heer Delizée meent niettemin dat het voorbarig en zelfs onverstandig is die toekomstige toetredingsonderhandelingen ter sprake te brengen voor de resultaten van de Intergouvernementele conferentie bekend zijn. Er wordt ook vooruitgelopen op een beslissing die de Kamer en de Senaat zullen moeten nemen betreffende de resultaten van de werkzaamheden van de IGC, dit wil zeggen de goedkeuring van het wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag inzake de werkzaamheden van de IGC. De heer Urbain acht het eveneens aangewezen te bepalen dat met bepaalde mediterrane landen toetredingsonderhandelingen zullen worden aangevat. De heer Lowie wenst aan te stippen dat hij helemaal geen voorstander is van het aanknopen van toetredingsonderhandelingen met Turkije.

Teneinde rekening te houden met de door bepaalde leden geformuleerde opmerkingen, stelt de heer Hatry voor zijn amendement n°6 te wijzigen als volgt : « 7bis. — Neemt er akte van dat met de Euromediterrane landen, als Cyprus, Turkije en Malta, die in aanmerking komen voor toetreding tot de Europese Unie, onderhandelingen zullen worden aangeknoopt 6 maanden na afloop van de Intergouvernementele conferentie. ».

Het aldus gewijzigde amendement van de heer Hatry wordt eenparig aangenomen uitgezonderd een onthouding.

*
* *

De aldus geamendeerde ontwerp-resolutie wordt eenparig aangenomen uitgezonderd een onthouding.

*
* *

De rapporteur,

J.-M. DELIZÉE

De voorzitter,

R. LANGENDRIES